

# Avant-propos

Charles CHEUNG, Fred EBOKO,  
Frédéric BOURDIER et Chrystelle GRENIER-TORRES

Le présent ouvrage propose une réflexion scientifique qui s'appuie et se déploie à partir des pratiques interdisciplinaires initiées par Claude Raynaud et ses collègues dès les années 1970. Avant de se pencher sur les héritages pluriels dont témoignent les contributions d'auteurs de ce livre, il est nécessaire de retracer l'itinéraire de celui qui fut l'architecte de cette entreprise dont la grande ambition fut de décroquer les ancrages disciplinaires au sein d'une université bordelaise. Retracer les parcours personnel puis collectif au sein desquels s'est construit le travail de Claude Raynaud est instructif, dans la mesure où cela permet de poser un certain nombre de questions de portée plus générale sur ce qu'il peut y avoir de personnel mais aussi de circonstanciel dans la prise de conscience de l'exigence d'interdisciplinarité dans un contexte intellectuel qui n'y est pas spontanément propice. Cela permet également de réfléchir sur la façon dont une pratique scientifique s'est construite pas à pas dans un contexte historique agité et contradictoire, celui du dernier tiers du xx<sup>e</sup> siècle, marqué par l'affrontement entre des forces conservatrices – inertie des institutions en place et monolithisme des systèmes de pensée dominants – et le puissant mouvement de remise en question des certitudes établies auquel on a assisté dans le monde entier à partir de la fin des années 1960. À partir de cette histoire singulière, quelques axes de réflexion de portée générale émergent concernant les visions et les objectifs qui sous-tendent l'orientation d'une méthode qui, pour être « dans l'air du temps », ne s'en révèle pas moins difficilement compatible avec les conditions établies de production de la connaissance dans un contexte institutionnel donné, celui de la France en l'occurrence.

## **Une anthropologie au concret**

Les conditions dans lesquelles Claude Raynaud fit son apprentissage de la recherche de terrain en anthropologie au sortir de sa formation étudiante à la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de l'Université de

Bordeaux, en 1964, ne sont peut-être pas étrangères aux orientations prises par sa pratique de chercheur durant le reste de sa carrière. Accéder à un terrain « exotique », ce qui constituait alors une étape presque incontournable du parcours initiatique d'un jeune anthropologue, se heurtait à un obstacle difficilement surmontable à une époque où voyager loin demeurait encore le privilège de quelques-uns. Pour mener à bien une thèse de doctorat, le choix de ce terrain était directement conditionné par les ressources qui permettraient de s'y rendre et d'y demeurer suffisamment longtemps pour mener le travail de recherche participante qui est au cœur de la méthode anthropologique. C'est ici que, comme dans beaucoup de parcours de vie, intervient une part de hasard. La conjonction entre ce hasard et des questionnements scientifiques encore mal formulés au sortir d'un cycle d'études théoriques peut donner une impulsion et une direction à une trajectoire scientifique dont, chez Claude Raynaud comme chez beaucoup d'autres chercheurs, on découvre souvent longtemps après que ses débuts portaient en germe bien des développements futurs. Dans son cas, deux circonstances historiques ont été déterminantes pour les conditions de cette première expérience : la fin de la guerre d'Algérie – qui avait mobilisé les classes d'âge aînées de sa génération dès le sortir des premiers cycles de formation universitaire – et celle de la tutelle coloniale française sur l'Afrique noire. La création d'un corps de jeunes volontaires coopérants effectuant leur service militaire à titre civil dans des postes d'appui auprès des structures naissantes des pays nouvellement indépendants offrait des possibilités de partir pour des séjours de longue durée. Une occasion se présenta pour lui au Niger, pour une mission d'appui et de recherche auprès du Commissariat au développement et, plus particulièrement, pour l'accompagnement d'un projet d'aménagement hydro-agricole dans un village du département de Maradi, au cœur du pays haoussa. Les recherches qu'il y mena pendant plus d'un an obéirent d'emblée à un double objectif. D'une part, mener un travail de recherche faisant sens d'un point de vue anthropologique, c'est-à-dire permettant de progresser dans la connaissance d'une société, de sa culture et de sa langue. D'autre part, se poser des questions pertinentes pour la compréhension d'une situation singulière de changement tout à la fois technique et social, qui trouvait son origine à l'extérieur de la communauté locale et qui s'inspirait de l'idéologie, alors triomphante, du développement. Il est sorti de cette première expérience de recherche, une thèse d'anthropologie analysant les pratiques de sociabilité au sein d'une communauté villageoise haoussa (Raynaud, 1973) et un rapport consacré aux liens existant entre cette réalité sociale et les présupposés théoriques qui sous-tendaient l'intervention de développement, ainsi qu'avec les conditions concrètes de leur mise en œuvre (Raynaud, 1966).

Cet effort pour concilier et faire s'enrichir mutuellement deux approches de la production de connaissance, l'une fondamentale et l'autre appliquée, inspiré par les conditions mêmes d'apprentissage de la recherche de terrain, devait constituer l'un des fils conducteurs de sa pratique de la

recherche pendant toute la suite de son parcours scientifique. Le pont conceptuel et méthodologique entre les deux approches était le souci d'aborder la réalité sociale à partir des pratiques, dans leur dimension matérielle tout autant qu'idéelle, d'innovation individuelle tout autant que de soumission à des cadres collectifs.

Après son recrutement au CNRS en 1969, le jeune anthropologue revient en pays haoussa avec le projet d'approfondir sa connaissance des savoirs et des techniques agricoles, en liaison avec les évolutions profondes de la société haoussa. Peu après, alors qu'il avait progressé dans ce cheminement, un cataclysme environnemental, une dramatique sécheresse vint entraîner en 1973-1974 des pertes humaines massives, un bouleversement profond des sociétés locales (avec qui le chercheur partageait sa vie), ainsi qu'un déséquilibre majeur des milieux naturels et de l'économie dans l'ensemble du Sahel. Alors que la désertification se déroule *in vivo*, C. Raynaud se demande s'il n'y a pas des éléments d'analyse jusque-là peu mis en avant, mais susceptibles d'aider à mieux comprendre les mutations pluridimensionnelles en cours. Au-delà de l'altération climatique, il entrevoit des césures plus profondes dans le contexte qu'il étudie. Rendre intelligible cette complexité devient ainsi une des motivations de son activité scientifique.

Dans une première publication sur le sujet, il propose quelques pistes en vue de l'analyse plus large que cette crise réclame (Raynaud, 1975). Mais, pour aller plus loin dans la mise en œuvre de cette problématique, il a conscience de ne pas être en mesure de répondre seul à ces questionnements. L'idée de recourir à un diagnostic différentiel avec d'autres scientifiques s'impose à ses yeux.

### **L'interdisciplinarité, entre pragmatisme scientifique et ouverture intellectuelle**

Loin de toute visée dogmatique et à partir d'un constat pragmatique, la nécessité de dépasser les barrières de sa propre discipline et de s'engager dans une croisée des regards avec d'autres spécialités scientifiques autour d'un même objet de questionnement s'impose donc à l'esprit du chercheur. On était loin de ce que l'institution académique attendait alors d'un anthropologue. Comment passer d'une intuition individuelle à une pratique scientifique collective ? C'est ici qu'intervient un facteur contextuel qui a joué un rôle déterminant dans la possibilité de concrétiser ce qui n'était encore qu'une intuition. Dans le début des années 1970, dans le prolongement du bouillonnement d'idées qui avait animé le monde de l'université et de la recherche quelques années plus tôt, la thématique de l'interdisciplinarité commence à émerger en France et au-delà. C'est au nom de la multidisciplinarité qu'est conçue la profonde réforme des

universités lancée par la loi Faure. Au même moment, l'OCDE lance une réflexion sur la place de l'interdisciplinarité dans la réponse que les institutions d'enseignement supérieur doivent donner aux attentes de la société (Apostel, 1972). Un mouvement de pensée gagne en force, qui incite au franchissement de barrières disciplinaires jusque-là scrupuleusement surveillées. Cette approche fait son chemin jusqu'au sein d'institutions qui commencent à jouer un rôle croissant dans le pilotage de la recherche. C'est ainsi que, le ministère de la Recherche en organise le soutien par le biais de la Direction générale de la recherche scientifique et technique (DGRST) et des appels d'offre qu'elle lance. Jusqu'alors, l'essentiel des moyens de recherche dont disposaient les chercheurs du CNRS leur était attribué annuellement sur la base de programmes scientifiques qu'ils définissaient eux-mêmes, dont la pertinence était évaluée par la section de la Commission nationale à laquelle ils étaient rattachés, et de laquelle, si la proposition était retenue, ils obtenaient un financement en proportion de l'enveloppe globale que cette section s'était vu attribuer. Dans le nouveau système mis en place, la démarche s'inverse : les thématiques de recherche prioritaires sont définies par la DGRST, des appels à projets sont lancés et des comités sont mis en place pour sélectionner ceux qui seront retenus. Plusieurs de ces appels d'offre valorisent explicitement l'interdisciplinarité. C'est le cas pour l'un d'eux, lancé en 1977 et qui concerne spécifiquement la crise sahélienne. Il a pour intitulé dans un premier temps « La lutte contre l'aridité en milieu tropical ». Il deviendra ensuite le Comité de Recherche Interdisciplinaire sur les Zones Arides (CRIZA). L'occasion se présentait de donner corps à ce qui n'était jusque-là qu'un rêve peu accessible dans un contexte institutionnel largement dominé par le découpage disciplinaire.

Sans cette conjonction entre le cheminement intellectuel et l'engagement personnel d'un chercheur et des évolutions institutionnelles qui rendaient possible la concrétisation d'une intuition scientifique, jamais le projet qui germait dans l'esprit de C. Raynaut n'aurait pu prendre corps. En réponse à l'appel d'offre de la DGRST, il entreprit donc de constituer une équipe de chercheurs aptes à couvrir différentes facettes de la réalité à explorer. Pour cela, autre circonstance favorable, il trouva localement, dans le contexte universitaire bordelais au sein duquel il était inscrit, un appui précieux auprès d'une structure de recherche, le Centre de géographie tropicale, qui était le fruit de l'initiative d'un éminent géographe, Guy Lasserre, mais qui était conçu dans un esprit de large ouverture disciplinaire. C'est dans une large mesure par son entremise qu'il trouva des collaborations dans des domaines scientifiques comme la biogéographie, la cartographie et la photo-interprétation qui lui étaient jusque-là bien étrangers. C'est à travers d'autres contacts personnels ou d'autres rencontres qu'il parvint à s'assurer la participation de nouvelles compétences telles que l'agronomie ou l'économie. C'est ainsi, à petits pas, dans une démarche un peu improvisée imposée par la nouveauté de la situation, que se construit le projet de recherche et que se forma l'équipe qui allait le

mener à bien. Ces travaux se sont poursuivis, sous différentes configurations, pendant une dizaine d'années, donnant lieu à la publication de nombreux rapports et à celle d'un ouvrage de synthèse (Raynaut *et al.*, 1988). Cela ne fut possible que grâce aux ouvertures qui s'offraient durant une période charnière marquée par un grand dynamisme intellectuel et institutionnel – refonte en profondeur du système universitaire, évolution des structures de recherche, bouillonnement des idées. Ce qui se donne à lire ici, à travers l'expérience d'un chercheur – parallèle à bien d'autres qui s'initièrent en même temps que la sienne<sup>1</sup> – c'est la nécessaire convergence qui doit s'opérer, pour qu'une innovation se réalise dans les modes de production de la connaissance, entre une initiative qui naît d'un mouvement de pensée individuel, issu parfois lui-même d'un concours de circonstances et un contexte intellectuel et institutionnel qui lui permet de s'inscrire dans la réalité.

### **L'interdisciplinarité à l'épreuve du politique**

Comme on le voit, ce cheminement vers une approche interdisciplinaire ne s'inscrit pas dans le fil d'une position théorique et méthodologique toute tracée. Il s'est défini progressivement. L'intérêt initial que le jeune anthropologue portait aux formes d'expression concrètes et matérielles de la culture et de la vie sociale, dans la lignée de Marcel Mauss, s'est trouvé peu à peu façonné et orienté au gré des circonstances et des événements. Tout d'abord une première expérience de terrain exigeant la conciliation entre recherche fondamentale et recherche appliquée. Puis la confrontation à une crise humaine et environnementale majeure qui posait avec force la question de la responsabilité du scientifique face à des questions inspirées non par la logique interne d'une réflexion disciplinaire, mais par des problématiques émanant de la société – étrangères aux cadres et aux limites que dessinent les disciplines. Enfin, un contexte intellectuel et institutionnel favorable à la concrétisation de projets scientifiques transversaux, basés sur le croisement et la complémentarité de démarches théoriques et méthodologiques différentes

Mais ce n'est pas tout. L'implication personnelle dans la crise sahélienne ne peut entièrement se comprendre sans faire référence à des prises de position scientifiques fermement établies à l'époque. En effet, tout un courant de réflexion critique impulsé par des chercheurs d'obédience marxiste se met en place avec Jean Copans et Claude Meillassoux (Comité

1. Comment ne pas signaler ici celle de Marcel Jollivet et ses équipes, dont il est rendu compte dans un ouvrage qui fait toujours référence (Jollivet, 1992). Expérience et réflexion qui devaient déboucher sur la création en 1993 de l'Association et de la revue *Natures, Sciences, Sociétés-Dialogue*.

Information Sahel, 1974). Une lecture critique économique et politique lie en priorité la responsabilité de la sécheresse avec l'héritage de l'exploitation coloniale et postcoloniale. C. Raynaut, modérément associé à ce mouvement, reste perplexe dans la mesure où la prise en compte de l'impact climatique sur des systèmes de production en pleine mutation lui paraît sous-estimée. Même si le passé colonial ainsi que les formes de domination politique et économique qui se sont perpétuées après les indépendances ont joué un rôle incontestable dans le déclenchement de la crise agraire, la désertification en cours ne peut pas s'interpréter uniquement comme un legs du passé – comme le font, en particulier, Franck et Chasin (1980)<sup>2</sup>. Il n'était pas seul à envisager la chose sous cet angle et ce sont les échos encourageants suscités par l'esquisse d'analyse élargie, proposée dans l'ouvrage collectif dirigé par Jean Copans en 1975 qui l'ont incité à poursuivre la recherche de dialogue qui aboutira au montage du programme de recherche présenté en 1977 à la DGRST. Les promoteurs de tels rapprochements s'accordent ainsi sur ce point crucial (Voskamp, 1986; Thompson Klein, 1990): suite à une prise de conscience de l'ampleur du questionnement posé, seul un dialogue est à même d'enrichir les interrogations initiales que chaque chercheur mène dans son propre champ disciplinaire, dès l'instant où il n'est pas recroquevillé sur des thématiques relevant de sa compétence acquise.

Les changements introduits au cours des années 1970 dans la politique gouvernementale de financement de la recherche : appels à projets sur des lignes thématiques qui ne coïncidaient pas nécessairement avec les spécialisations disciplinaires, furent loin de rencontrer le consensus dans les milieux scientifiques. Des syndicats de chercheurs considéraient qu'il y avait là une mainmise inacceptable nuisant à la liberté des chercheurs. Il fallait selon eux, dans la droite ligne des mutations qui ont suivi la révolution de Mai 68 dans le monde académique, refuser que la recherche soit mise au service d'objectifs politiques – au péril d'une stérilisation de la capacité d'innovation du chercheur, d'un asservissement du mouvement de sa pensée à des finalités parfois peu avouables. Cette critique reprend celle émise à propos du Pentagone par Norman Birnbaum et d'autres sociologues qui se méfient d'une interdisciplinarité de service, soupçonnée de condescendance aveuglée à des fins qui sont celles d'un certain pouvoir qui met en place une forme d'administration de la recherche, au détriment de résultats originaux et audacieux (Birnbaum, 1969). On peut cependant poser le problème autrement et se demander si, parmi les responsabilités intellectuelles du chercheur, ne figure pas celle de répondre aux interrogations que lui adresse la société à laquelle il appartient et qui finance ses travaux, ou encore, dans le cas de l'anthropologue, de porter son attention sur les problèmes que vivent les communautés qu'il étudie et auxquelles il est redevable pour l'élaboration de sa propre œuvre scientifique.

2. Dont C. Raynaut fait une analyse critique approfondie dans un compte rendu publié dans la revue *Africa* (1986).

C'était justement le questionnement que la confrontation à la crise sahélienne avait suscité dans l'esprit de Claude Raynaud. Il reste néanmoins légitime de se demander pourquoi le ministère de la Recherche se montrait alors particulièrement intéressé par ce qui se passait au Sahel. Nul doute que la France ait répondu, ce faisant, à des intérêts postcoloniaux évidents. Elle ne pouvait pas laisser éclater une crise économique majeure dans un des pays encore sous son influence, sans essayer d'en comprendre les tenants et les aboutissants. Nul ne peut nier que les moyens financiers mis à disposition d'une recherche interdisciplinaire, dans cette région d'Afrique et à ce moment précis, avaient pour contrepartie l'attente d'une production de connaissances qu'elle mettrait au service d'objectifs politiques avec lesquels les chercheurs sollicités pouvaient ne pas être forcément d'accord. D'où la critique anti-impérialiste en filigrane. Il était donc légitime de se demander s'il fallait accepter ou pas un tel compromis. Ce qui conduisit C. Raynaud à l'accepter fut la garantie de rester totalement libre de construire sa problématique, sans faire l'objet d'aucune pression. En effet, toute l'équipe du projet eut l'opportunité de conduire les enquêtes dans un contexte libre de contingence et avec toutes les garanties d'indépendance scientifique. Même s'il est toujours possible de remettre en question cette pratique interdisciplinaire « au service de », une telle dynamique de recherche n'en donne pas moins des résultats établis, à partir d'une connaissance solide et intelligente de la situation. D'autant que, comme certains théoriciens l'ont explicité et formalisé bien après, on peut considérer que l'ouverture de la production de connaissance aux préoccupations de la société – à la « demande sociale » selon un terme désormais consacré – constitue un facteur de renouvellement et introduit l'exigence d'un nouveau mode de recherche basé sur le dialogue : entre le scientifique et les acteurs sociaux aussi bien qu'entre scientifiques de différents horizons (Nowotny *et al*, 2001). C'était l'analyse qui, de façon encore implicite et embryonnaire, guidait le choix de Claude Raynaud et des membres de son équipe.

Les négociations entretenues avec les gouvernements des pays où la recherche s'effectuait aboutirent à une autre série de réflexions. L'initiative de recherche entreprise au Niger en temps de crise fut de prime abord localement acceptée. Le groupe de chercheurs s'aperçut malgré tout que ses analyses ne répondaient pas à ce que les pouvoirs en place auraient désiré voir émerger. Ce que souhaitaient les dirigeants d'un pays comme le Niger, et de bien d'autres à l'époque, c'était que la situation soit analysée avant tout comme un drame météorologique, une crise climatique appelant la solidarité internationale afin de secourir les pays face à cette catastrophe. Une dimension humanitaire était attendue avec la mise en place de réponses techniques qui devaient tout résoudre puisque la cause fondamentale était imputée à la sécheresse. Il était donc urgent à leurs yeux de mettre sur pied des techniques permettant de répondre à une situation d'aridité en aménageant de nouvelles formes d'irrigations et d'autres technologies adaptées. Cette orientation qui alimentait les objec-

tifs du gouvernement était contredite par les découvertes de la recherche interdisciplinaire qui mettait en évidence une situation beaucoup plus diverse et complexe, marquée par des relations sociales conflictuelles et des perturbations foncières générées par un pouvoir d'État extrêmement prédateur au détriment du monde paysan.

Les résultats de la recherche n'allaient donc pas dans le sens de la stratégie gouvernementale, à tel point que l'équipe de chercheurs se retrouva confrontée à des situations tendues avec certains responsables du pays. Ses travaux mettaient notamment en évidence le caractère erroné d'un certain nombre d'idées reçues qui inspiraient les stratégies de développement. À l'encontre d'une approche techniciste largement dominante, ils montraient la nécessité de prendre en compte, dans la lecture de la crise et dans la recherche de stratégies de réponse, les mutations profondes subies par les sociétés paysannes locales dans leurs relations internes aussi bien que dans celles qu'elles entretenaient avec le milieu dont elles tiraient les moyens de leur reproduction physique et sociale (inégalités internes croissantes, emballement d'un système de production traditionnel consommateur d'espace). Nécessité également de s'appuyer sur les dynamiques endogènes d'innovation dont ces sociétés étaient porteuses. Ces résultats, qui contredisaient l'idéologie dominante, suscitèrent des tensions conflictuelles entre les chercheurs et les acteurs publics mis en cause (ministères concernés, Banque mondiale, instituts de recherche technique français), mais aussi au sein de ces institutions elles-mêmes, traversées par des prises de position et des sensibilités différentes. Ce n'est qu'au bout de nombreuses années, sous l'effet d'une convergence des observations menées au Sahel par de multiples acteurs et intervenants, que les lignes commencèrent à bouger et que les conclusions des travaux scientifiques furent reprises à leur compte aussi bien par les institutions locales que par les organismes d'aide au développement bilatéraux et multilatéraux opérant dans cette zone d'Afrique.

La conclusion que C. Raynaut tira personnellement de cette expérience fut double. En premier lieu celle de la pertinence de l'approche interdisciplinaire pour analyser des réalités complexes et hybrides, qui sont le fruit d'une combinaison de facteurs hétérogènes. Ensuite, celle du caractère tout aussi complexe et imprévisible de la relation qui s'établit entre les résultats d'une telle recherche et leur utilisation par ceux qui en ont plus ou moins directement commandité la conduite. Montrant l'indissociabilité des dimensions techniques et économiques d'une part et des dimensions humaines, sociales, culturelles de l'autre, ces résultats ont nécessairement des prolongements politiques. Ils ne peuvent pas avoir d'effet direct et mécanique. Ils sont métabolisés par le corps social, au gré des tensions et contradictions qui le travaillent, et prennent place dans cette dynamique, au terme de laquelle on les retrouve sous des formes parfois bien éloignées de celles sous lesquelles ils avaient été formulées par les scientifiques. Une conviction inspira désormais la vision qu'il avait de son rôle de chercheur : contrairement à ce qui peut parfois se passer dans l'expertise

spécialisée, la recherche interdisciplinaire, par sa nature même, ne peut jamais déboucher sur une application pure et simple. La connaissance qu'elle produit vient toujours alimenter le débat social, au cours duquel elle est réinterprétée, utilisée, voire déformée par les acteurs en présence. D'où la nécessité de la rigueur la plus exigeante dans la production de cette connaissance et donc d'un travail méthodologique et théorique pour que l'interdisciplinarité soit bien une démarche scientifique et non pas une simple confrontation de points de vue préfigurant celle qui se produira au sein du jeu social<sup>3</sup>.

### **La santé, au cœur d'une tentative d'institutionnalisation de la démarche**

Explorer la pertinence et l'efficacité de la méthode interdisciplinaire exigeait que soit testée son application à d'autres champs que celui du développement rural et de la crise écologique. Cet élargissement allait se faire dans le domaine de la santé. Ici encore, c'est la conjonction entre une réflexion scientifique et des circonstances institutionnelles favorables qui allait jouer un rôle déterminant dans cette nouvelle orientation<sup>4</sup>.

En premier lieu, les recherches sur les systèmes de production paysans avaient fait apparaître l'importance d'une dimension très peu explorée jusqu'alors, à savoir l'impact de la santé sur la force de travail. Bien souvent, une famille sombrait dans la pauvreté puis dans l'exclusion à cause d'événements de santé qui prenaient des tournures plus ou moins fortes selon l'environnement social, les moments, les régions. Il y avait donc toute une dynamique liée à la santé qui n'était pas intégrée dans l'analyse et qui demandait à l'être.

Par ailleurs, avancer dans l'interdisciplinarité devenant un objectif scientifique en lui-même, il fallait donner à cette approche la base institutionnelle qui lui manquait. Les années 1970 avaient ouvert une période favorable à l'émergence de projets de recherche transversaux, mais ce renouvellement des approches n'affectait que très superficiellement les grandes institutions de recherche comme le CNRS. Même si, dans le prolongement du bouillonnement d'idées lancé au début des années 1980

3. Dans l'itinéraire scientifique de Claude Raynaud, l'expérience du lien complexe entre production de connaissance scientifique et changement social s'est forgée également, avec une implication personnelle peut-être encore plus directe, dans le cadre d'une collaboration avec une Organisation non Gouvernementale britannique pour la conception et l'accompagnement d'un projet de développement rural en Mauritanie (Raynaud, 1977).

4. Même si les recherches sur la question sahélienne et sur le développement rural devaient se poursuivre parallèlement. Comme en témoigne, d'une part, la publication en 1997 d'un ouvrage synthétique portant sur la crise sahélienne (Raynaud, 1997) et, de l'autre, la création du Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur le Développement (GRID).

par les Assises nationales de la Recherche, le discours tenu par la direction du grand organisme de recherche apportait sa voix au concert d'espoirs mis dans l'interdisciplinarité, le fonctionnement même de ce dernier était toujours largement tributaire du découpage disciplinaire des sections du Comité National. Afin d'aller plus en avant, germa autour de Claude Raynaut, l'idée de créer un laboratoire stable, une structure reconnue. Il fallait pouvoir passer d'une approche en termes de programmes, regroupements temporaires de chercheurs autour d'une question commune, à une stratégie institutionnelle qui tout à la fois donne une visibilité plus nette et permette une accumulation de l'expérience et du savoir-faire. C'est ce qu'une équipe de recherche pérenne, avec son personnel, ses locaux, ses moyens – en un mot un laboratoire – pouvaient apporter. Si le CNRS, par-delà les discours bienveillants, offrait peu de perspectives de succès à un tel projet, il n'en était pas de même pour l'Université Bordeaux 2. Celle-ci avait du mal à concrétiser l'idée qui l'avait vue naître : celle de faire collaborer les disciplines de santé et les sciences sociales. Une proposition associant médecins et anthropologues avait donc des chances de recevoir un accueil favorable.

Une proximité des locaux, le hasard des rencontres avaient rapprochés Claude Raynaut et Michel Lebras, un clinicien récemment revenu d'une affectation africaine et qui commençait à prendre en charge le Département de Médecine tropicale. Tous deux commencèrent à envisager des possibilités de collaboration. Un financement spécifique obtenu de la DGRST en vue de tirer les leçons méthodologiques de la pratique interdisciplinaire acquise lors des recherches sur la crise sahélienne permit la mise en place d'une série de séminaires de réflexion. Y étaient conviés, au côté des membres de l'équipe initiale, des enseignants-chercheurs des disciplines médicales ainsi que des scientifiques extérieurs à l'université, géographes, agronomes, démographes, porteurs d'autres expériences à caractère interdisciplinaire et soucieux de progresser dans une réflexion sur ce thème. Ces rencontres ne donnèrent lieu à aucune publication mais elles fonctionnèrent comme une base de formation mutuelle et contribuèrent à cristalliser, au sein de l'Université bordelaise et dans un réseau plus large, un intérêt commun pour un renouvellement et un élargissement des pratiques de recherche.

Ces idées trouvèrent l'occasion de prendre corps autour d'un nouveau programme de recherche, lancé en réponse à un appel d'offre portant sur le thème de la Croissance urbaine en Afrique qui, lui-aussi, encourageait explicitement les approches transversales. En partant de la problématique plus spécifique « Croissance urbaine et santé » s'offrait la possibilité de lancer une recherche reposant sur un noyau de chercheurs institutionnellement rattachés à l'université (contrairement au programme rural précédent dont les participants venaient d'un large éventail d'institutions sans liens les unes avec les autres) et de créer ainsi l'embryon d'une structure stable : le laboratoire universitaire Santé, Sociétés, Milieux tropicaux, dont on pouvait attendre qu'il se développe par la suite sur d'autres thématiques et

attire d'autres chercheurs statutaires. Le Niger et Maradi fournirent à nouveau le terrain d'élection de cette recherche afin de bénéficier de la familiarité déjà acquise avec un contexte géographique et social et de pouvoir expérimenter plus librement de nouvelles collaborations interdisciplinaires.

Cette recherche devait permettre de diversifier et d'enrichir l'expérience interdisciplinaire. Elle contribua également à donner légitimité et visibilité à une approche à laquelle l'université apportait sa reconnaissance et son appui sous la forme de locaux et de moyens financiers. Ce fut le point de départ d'un progressif renforcement qui réclama une stratégie institutionnelle diversifiée impliquant successivement l'IRD puis l'INSERM<sup>5</sup>, avant que le CNRS finisse par s'intéresser à cette initiative bordelaise et, par une série d'étapes successives, entérine en 1993 la création du laboratoire interdisciplinaire Santé, Sociétés, Développement (SSD). Il aura donc fallu 18 ans – depuis 1975 avec le démarrage du programme de recherche sur la crise sahélienne – et un itinéraire institutionnel aux multiples détours, pour que l'expérience interdisciplinaire initiale, née de la conjonction entre une crise socio-environnementale majeure, un cheminement intellectuel individuel et une brève « fenêtre » d'ouverture aux initiatives transversales, soit effectivement légitimée par l'organisme phare de la recherche scientifique française.

Dans les années qui suivirent, de nombreux programmes de recherches furent lancés dans le cadre de ce laboratoire. Avec le surgissement de la pandémie du sida et son explosion particulièrement violente en Afrique noire, une thématique nouvelle faisait son apparition. C'était, une fois encore, une crise majeure qui se faisait jour : posant à la fois des problèmes scientifiques – analyser les ressorts de la propagation du virus – et opérationnels : concevoir des stratégies de prévention et de soutien aux personnes atteintes. Dans cette période initiale, les disciplines médicales, peinant à comprendre la dynamique de l'épidémie (avec notamment ses hétérogénéités inexplicées d'un pays, d'une région, d'une population à l'autre) et totalement démunies pour traiter les malades, se tournaient spontanément vers des collaborations extérieures pour les aider à faire face à une situation dont la complexité échappait à leurs cadres explicatifs habituels. S'opéra ainsi une ouverture sans précédents en direction des sciences sociales. Les possibilités de montage de programmes associant des chercheurs venus des horizons les plus divers se multiplièrent, en particulier à partir d'appels d'offres lancés par l'Agence Nationale de Recherche sur le Sida (ANRS). Riche de l'expérience acquise à l'occasion du programme « Croissance urbaine et santé », le laboratoire SSD devint une équipe de référence dans l'approche interdisciplinaire de l'épidémie à

5. Avec, en particulier, la création par, Roger Salamon, un médecin épidémiologiste, d'une Unité de l'INSERM consacrée à la Santé Publique, auprès de laquelle Claude Raynaut obtint du CNRS son détachement pour lancer un nouveau programme interdisciplinaire consacré à l'épidémie de Sida au Rwanda.

VIH, avec des travaux menés notamment en Afrique, en Inde, au Brésil. En outre, avec l'appui du ministère français des Affaires Etrangères, Claude Raynaut et Charles Cheung firent appel à quelques chercheurs du laboratoire et quelques doctorants pour créer un bulletin trimestriel *Sociétés d'Afrique & Sida*. Constitués d'articles courts, issus de différentes disciplines, relatant les avancées en termes de compréhension de l'épidémie à VIH en Afrique, cette revue fut publiée en français et en anglais et diffusée sur les cinq continents tout au long de la deuxième moitié des années 1990. Elle s'est accompagnée de la construction d'un réseau international transdisciplinaire, mêlant chercheurs et acteurs de terrain. Cette aventure éditoriale a créé des alliances, favorisé des publications collectives, inspiré des séminaires, des conférences et nourri de manière inédite des débats dont certains font désormais partie des mutations paradigmatiques de l'interdisciplinarité dans le champ de la recherche sur le sida en Afrique.

D'autres thématiques liées à la santé virent progressivement le jour dans le laboratoire avec l'arrivée d'autres chercheurs du CNRS, tels Annie Hubert, anthropologue travaillant sur l'alimentation, et Daniel Bley, bio-anthropologue menant des recherches sur le paludisme. Par ailleurs, de nombreux doctorants, post-doctorants, chercheurs en accueil vinrent rejoindre SSD, où ils trouvaient un cadre de travail ouvert et innovant et firent de cette structure une pépinière de jeunes chercheurs formés à l'esprit de l'interdisciplinarité. Les contributeurs au présent ouvrage en ont fait partie ou ont été associés à un moment ou à un autre au long cheminement qui a conduit à la création et à la consolidation du laboratoire. En 1999, Claude Raynaut incita certains parmi ces jeunes chercheurs à œuvrer à la création d'une revue en ligne : *Face A Face. Regards sur la santé*. Celle-ci continue jusqu'à aujourd'hui à prolonger la filiation interdisciplinaire et l'ouverture au champ de la recherche en santé<sup>6</sup>.

### **Vulnérabilité d'un projet institutionnel, force et permanence des idées.**

La création du laboratoire Santé, Sociétés, Développement, au terme d'une longue trajectoire semée d'embûches, a fait naître une filiation intellectuelle qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui et dont ce livre se veut le témoignage. Mais force est de reconnaître que ce n'est pas en France qu'il faut chercher le témoignage le plus achevé et le plus décisif du travail tenace mené par Claude Raynaut pour approfondir les bases conceptuelles et méthodologiques de la pratique interdisciplinaire et pour lui donner un cadre institutionnel pérenne dans l'enseignement et la recherche. Effet du

6. Voir : [faceaface.revues.org](http://faceaface.revues.org)

hasard encore et des opportunités qui se présentent de la façon la plus inattendue mais dont on peut se saisir parce qu'elles vont dans le sens d'un sillon tracé de longue date, c'est une rencontre inopinée avec Magda Zanoni, enseignante-chercheuse brésilienne de l'université de Paris VII, qui a été le point de départ d'une réorientation à la fois géographique et institutionnelle de son engagement. Sollicité, en 1992, pour apporter son expérience à la conception d'une initiative pédagogique pionnière au Brésil: le Doctorat interdisciplinaire « Environnement et Développement » de l'Université fédérale du Paraná, il s'impliqua progressivement de plus en plus dans l'enseignement et l'animation de programmes de recherche au sein de ce nouveau cadre institutionnel. Formalisés par des accords interuniversitaires, des séjours au Brésil, la direction de thèses et l'accueil d'étudiants brésiliens à Bordeaux, prirent une place croissante dans ses activités. Un chapitre du présent livre, rédigé par les partenaires brésiliens de cette coopération, résume l'histoire de ce doctorat, en décrit les objectifs et la méthodologie. Au Brésil, Claude Raynaut trouva un contexte inespéré pour la concrétisation des idées pour lesquelles il s'était battu pendant plusieurs décennies. Il y rencontra une souplesse plus grande auprès d'institutions académiques souvent encore en chantier et, surtout, une véritable politique publique de promotion de l'interdisciplinarité et de soutien effectif à son intégration dans les programmes universitaires, conduite par l'institution en charge d'accompagner et d'évaluer les établissements d'enseignement supérieur: la CAPES<sup>7</sup>. Vingt ans après la création par celle-ci de la première Commission multidisciplinaire, qui devint par la suite interdisciplinaire, ce sont aujourd'hui plusieurs centaines de diplômes de maîtrise ou de doctorat à vocation interdisciplinaire qui sont proposés dans les universités brésiliennes. Dans le prolongement de son engagement auprès du Doctorat du Paraná, Claude Raynaut trouva, dans d'autres universités de ce pays puis à un niveau national, l'occasion de développer ses idées et de contribuer à leur diffusion. Depuis les vingt dernières années l'essentiel de sa production écrite est brésilienne. Deux textes, traduits en Français pour l'occasion, figurent dans le présent ouvrage.

En France, la succession de programmes de recherche, le cheminement institutionnel progressif qui a conduit à l'établissement d'une Unité mixte CNRS/Université, l'UMR 5036 Santé, Sociétés, Développement, sans oublier la création du Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement, structure associative permettant de mener des travaux à caractère plus appliqué, ont permis de créer une sorte de patrimoine de sensibilité et d'expérience dans le domaine de l'interdisciplinarité, partagé par un réseau élargi de chercheurs, jeunes et moins jeunes. C'est un incontestable résultat. En revanche, l'objectif d'une structure durable qui survivrait au départ de C. Raynaut n'a pu être atteint. Si, le laboratoire fut toujours soutenu par l'université, la position du CNRS a été beaucoup plus

7. Coordenação de Aperfeiçoamento do Pessoal do Ensino Superior

ambigüe. La référence rituelle à l'interdisciplinarité se poursuivait certes dans les discours officiels et dans les plans directeurs de l'organisme, mais l'appui effectif aux initiatives destinées à donner corps à cette idée se faisait attendre. L'emprise des stratégies disciplinaires sur le fonctionnement des sections du Comité national agissait comme un frein puissant et l'absence d'affectation de postes de jeunes chercheurs susceptibles d'assurer la relève des séniors qui avaient lancé la dynamique constituait un facteur de vulnérabilité à moyen terme<sup>8</sup>. La situation se trouvait aggravée par la méfiance que les départements de sciences sociales manifestaient, au sein même de l'université, face à une collaboration avec les disciplines médicales jugées hégémoniques. À l'Université Bordeaux 2, les partenariats de recherche de SSD se limitaient donc presque exclusivement aux disciplines médicales. La grande majorité des chercheurs en anthropologie ou en sociologie qui participaient activement à la vie scientifique du laboratoire étaient des doctorants, des post-doctorants, des chercheurs en accueil. Quelle que soit la richesse de leur production, ils n'étaient pas comptabilisés dans les effectifs pris en compte dans les grilles d'évaluation appliquées aux Unités de recherche lors de leur renouvellement. Dans le même temps, des critères technocratiques de taille inspiraient le plan de restructuration de l'organisme : en dessous d'un certain nombre de chercheurs et d'enseignants-chercheurs statutaires, un laboratoire ne méritait plus d'être maintenu. Les petites équipes innovantes, travaillant dans une logique de réseau et engagées dans un processus de renforcement institutionnel se trouvaient condamnées, quel que soit leur potentiel et la qualité de leur production scientifique. Dans ce contexte, le laboratoire SSD voyait ses jours comptés. Dès avant le départ de Claude Raynaud à la retraite en 2005, alors qu'il avait transmis la direction de l'UMR à un chercheur plus jeune dans l'espoir d'en assurer la continuité, l'équipe fut contrainte de se fondre dans une unité fédérative élargie aux intérêts disparates, dans laquelle l'originalité et la spécificité de sa démarche se trouvait dissoute. La dynamique était brisée. L'aventure institutionnelle touchait à son terme.

L'exemple illustre bien le fait que, en l'absence d'une politique scientifique publique cohérente et constante, appuyée par des mesures concrètes, les efforts individuels échouent à faire évoluer les structures, fussent-ils en phase avec des mouvements d'idées ayant acquis une audience croissante au fil des dernières décennies, comme c'est le cas avec la notion d'interdisciplinarité, devenue un thème récurrent partout où s'exerce une réflexion sur le nécessaire renouvellement des formes de production et de transmission de la connaissance dans un monde toujours plus complexe. Mais l'échec n'est peut-être qu'une illusion d'optique. En effet, quel que soit le rôle de la gestion des ressources et des personnes dans la conduite des activités de recherche, c'est le mouvement de la

---

8. Plusieurs membres du laboratoire furent recrutés à l'IRD et comme maîtres de conférence dans d'autres universités.

pensée qui alimente avant toute chose la vie scientifique. Et ce mouvement-là se propage librement entre les esprits, en toute indépendance à l'égard des canaux institutionnels établis. Si, au Brésil, les idées de Claude Raynaut ont trouvé un terrain institutionnel plus propice, c'est le réseau de chercheurs qui l'ont rejoint et accompagné à différents moments de son itinéraire, puis ont poursuivi leur propre cheminement en s'étant approprié quelques-unes des idées glanées au fil de ce parcours commun, qui assure le plus sûrement la continuité de ce qu'il a cherché à réaliser. Cet ouvrage est le témoignage d'une telle continuité. Il constitue aussi une illustration, parmi d'autres, du fait que le travail de Claude Raynaut représente une flamme qui se transmet sur plusieurs continents, dans plusieurs disciplines, dans des interstices interdisciplinaires qui disent, dans le Nordeste brésilien comme dans le Sahel ouest-africain ou sur les collines est-africaines, l'aridité du monde et les qualités d'un homme et d'un chercheur.

## Références bibliographiques

- Apostel L., *Interdisciplinarity : Problems of Teaching and Research in Universities*, Paris, OCDE, 1972.
- Birnbaum N., *The Crisis of Industrial Society*, Londres, Oxford University Press, 1969.
- Bradley P., Raynaut C. & Torrealba J., *Le Guidimaka Mauritanien. Diagnostic et propositions d'action*, Londres, War on Want, 1977.
- Franke R. & Chasin B., *Seeds of Famine : Ecological Destruction and the Development Dilemma in the West Africa*, Monclair (NJ), Allanheld Osmun, 1980.
- Jollivet M. (dir.), *Sciences de la nature, Sciences de la société ; les passeurs de frontières*, Paris, CNRS, 1992.
- Comité Information Sahel, *Qui se nourrit de la famine en Afrique?*, Paris, Maspero, 1974.
- Copans J. (dir.), *Sécheresses et famines du Sahel*, Paris, Maspero, 2 vol., 1975.
- Meillassoux C., *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1975.
- Nowotny H., Scott P. & Gibbons M., *Re-Thinking Science : Knowledge and the Public in an Age of Uncertainty*, Cambridge, Polity Press, 2001.
- Raynaut C., *L'aménagement de Soumarana et les problèmes d'une intervention en milieu rural traditionnel*, Niamey, Commissariat à la Promotion humaine [polygr.], 1966.
- *Structures normatives et relations électives, Étude d'une communauté villageoise haoussa*, Paris-La Haye, Mouton, 1973.
  - « Le cas de la région de Maradi », in J. Copans (dir.), *Sécheresses et famines du Sahel*, Paris, Maspero, 1975 : 4-42.
  - *Seeds of Famine* - Compte-rendu de lecture, *Africa*, vol.56, n° 1, 1986 : 105-111.
  - (dir.), *Le développement rural de la région au village. Analyser et comprendre la diversité*, Bordeaux, GRID-Université Bordeaux 2, 1988.
  - (dir.), *Societies and Nature in the Sahel*, Londres, Routledge, 1997.
- Thompson Klein J., *Interdisciplinarity. History, Theory and Practice*, Detroit, Wayne State University Press, 1990.
- Voskamp W., "From Scientific Specialization to the Dialogue between the Disciplines", *Issues in Integrative Studies*, vol.4, n° 3, 1986 : 17-36.

Cheung C., Eboko Fred, Bourdier Frédéric, Grenier-Torres C. (2017)

Avant-propos

In : Bourdier Frédéric (ed.), Grenier-Torres C. (ed.).  
*L'interdisciplinarité : un enjeu pour le développement*

Paris : Karthala, p. 11-26. (L'Afrique Politique)

ISBN 978-2-8111-1837-2